

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21661 - 80ÈME ANNÉE

Défilés de l'Intersyndicale à Saint-Denis et à Saint-Pierre ce 1er octobre

Mobilisations pour des réponses à l'urgence sociale à La Réunion



Ce 1er octobre, à l'appel d'une Intersyndicale CGT-FSU-SAIPEr-Solidaires-Union étudiante 974, deux manifestations étaient organisées à Saint-Denis et à Saint-Pierre. Cette mobilisation visait à faire entendre les revendications face à l'urgence sociale à La Réunion le jour du discours de politique générale du nouveau Premier ministre à l'Assemblée nationale. La Plateforme réunionnaise dont le PCR ont apporté leur soutien à ce mouvement.

Ce 1er octobre, une Intersyndicale CGT-FSU-SAIPEr-Solidaires-Union étudiante 974 a relayé à La Réunion une mobilisation organisée en France par les syndi-

cats. Il s'agissait de faire entendre les revendications du mouvement social. Prévue à l'origine pour coïncider avec le début de l'examen du Budget 2025 par les parlementaires à Paris, cette mobilisation eut finalement lieu le jour du discours de politique générale de Michel Barnier, nouveau Premier ministre.

Les élections législatives anticipées ont placé en France le Nouveau Front populaire comme première force politique à l'Assemblée nationale. Mais une autre majorité a été construite autour de la mouvance présidentielle et du groupe Les Républicains. Une politique d'austérité encore plus forte s'annonce au prétexte de réduire le déficit public. Elle vise en premier lieu ceux qui n'ont aucune responsabilité



Délégation de la Plateforme réunionnaise avec Monique Orphé, Ericka Bareigts, Jean-Pierre Marchau, Maurice Girancel et Olivier Hoarau.

dans cette gestion budgétaire, les travailleurs qui ont un emploi ou qui en cherchent un, les étudiants, les retraités et plus largement tous les usagers des services publics.

L'Intersyndicale demande notamment l'arrêt des licenciements, une hausse du SMIC et l'application à La Réunion de toutes les conventions collectives.

Soutien de la Plateforme réunionnaise

Aux côtés des syndicats à Saint-Denis, une forte délégation de la Plateforme réunionnaise a souligné la solidarité du PCR, du PS, d'EELV, de Banian, d'Ansannm et de Cilaos avec la lutte des syndicats.

Maurice Girancel, membre de la Plateforme réunionnaise et dirigeant du PCR a rappelé la nature de ce soutien : pour un SMIC à 1600 euros net, pour l'abrogation des réformes des retraites et de l'assurance chômage, et que le gouvernement entende les Réunionnais. La Plateforme réunionnaise milite pour la co-construction d'un projet réunionnais fait et appliqué par les Réunionnais, comme réponse à la crise sociale, économique, politique et environnementale

qui touche le pays depuis plus de 50 ans. La Plateforme réunionnaise a d'ailleurs invité le ministre des Outre-mer à co-présider la première Conférence territoriale de l'action publique élargie aux syndicats, associations et partis politiques. C'est l'instance proposée par la Plateforme réunionnaise pour l'élaboration de ce projet.

Réunir la Conférence territoriale élargie

Autre membre de la Plateforme réunionnaise, Ericka Bareigts, dirigeante du PS a fait part de l'inquiétude face à la baisse du budget du ministère des Outre-mer, 200 millions d'euros, auxquelles s'ajoutent les réductions de dépenses prévues dans le budget de la Sécurité sociale, dans l'insertion, dans la biodiversité, dans la cohésion des territoires, dans la politique de la Ville. « On sent et on va sentir la diminution des moyens pour les Réunionnais », a-t-elle dit déplorant le manque d'écoute de Paris. Ericka Bareigts a souligné l'importance de la tenue de la Conférence territoriale élargie aux forces vives pour faire part de propositions au gouvernement. Olivier Hoarau, dirigeant d'Ansannm, était également dans la délégation de la Plateforme réunionnaise.

Des militants du Parti communiste réunionnais du Nord, de l'Est et de l'Ouest de La Réunion ont également apporté le soutien du PCR à la lutte des syndicats, notamment Ary Yée Chong Tchi Kan, membre du Secrétariat, et Isabelle Érudel, conseillère départementale du Port.

En dehors de l'Intersyndicale et de la Plateforme réunionnaise, des membres de FO ont apporté leur contribution au défilé, ainsi que Huguette Bello, présidente de la Région Réunion, et des partis politiques tels que LFI.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
80e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud ; 2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau ; 2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Débloquer le prix payé par Tereos pour acheter la canne à sucre aux planteurs réunionnais

Ces trois dernières années, la production de cannes à sucre a connu une baisse importante. Alors que la moyenne se situait aux alentours de 1,8 million de tonnes précédemment, les années 2022 et 2023 ont connu une récolte d'environ 1,5 million de tonnes. Pour 2024, ce sera encore plus faible, avec 1,2 voire 1,3 million de tonnes de cannes à sucre récoltées.

Cette baisse n'est pas liée à des événements climatiques exceptionnels qui auraient pu détruire une grande partie de la récolte. Elle fait suite à la reprise de l'inflation causée par les spéculateurs qui utilisent la guerre en Ukraine pour augmenter leurs profits et donc les prix. Le coût de production a augmenté en raison de la hausse de celui des intrants, notamment le carburant et les engrais. Lors des discussions de la Convention canne devant fixer la rémunération du planteur, l'État a ajouté 13 millions d'euros à sa contribution au prix de la canne à sucre. Cette aide devait couvrir la hausse du coût de production des années précédentes. Ce n'est manifestement pas suffisant.

Dans un courrier adressé le 26 septembre au préfet, aux présidents de la Région et du Département, ainsi qu'aux ministres de l'Agriculture et des Outre-mer, la CGPER alerte sur l'ampleur de la crise :

« Les planteurs sont aujourd'hui démotivés, voire démoralisés. Les petites exploitations se dirigent vers l'abandon de la culture de la canne ou la reconversion vers des productions maraîchères ou fruitières. Nos exploitations agricoles sont en crise financière, et des tensions alarmantes commencent à apparaître. Le risque de voir les campagnes futures gravement menacées est extrêmement élevé. Le véritable enjeu aujourd'hui réside dans la perte des revenus, particulièrement préoccupante pour les petites et moyennes exploitations, qui se trouvent dans une situation de plus en plus précaire ».

Le courrier précise que sur le prix moyen de tonne de cannes vendue par le planteur est payé 103 euros. Les aides de l'État et de l'Europe représentent 63 euros, et la contribution de Tereos pour l'achat de sa matière première se limite à 40 euros. Ces 40 euros par tonne n'ont quasiment pas bougé depuis plus de 20 ans. Seule une hausse de un euro par tonne a pu être obtenue lors des dernières négociations.

A La Réunion, l'industriel qui détient le monopole de la transformation de la canne à sucre bénéficie donc d'un prix garanti pour sa matière première, quasi-

ment sans augmentation depuis plus de 20 ans. C'est une situation assez singulière. Il est à noter que lors du passage d'un ministre lors des négociations de la Convention canne, ce dernier n'était pas intervenu pour que les planteurs bénéficient d'une augmentation significative du prix payé par Tereos, il s'était rangé à l'avis de la filiale d'une des plus grosses sociétés française dans l'agroalimentaire.

Ce prix d'achat de la canne qui ne bouge pas signifie que c'est la puissance publique qui prend en charge l'augmentation inéluctable du coût de production des planteurs.

Pourtant à la base, Tereos est une coopérative de planteurs de betteraves. En France, les usines sucrières de Tereos ont donc pour actionnaire les planteurs de betteraves qui fournissent la matière première. Ils participent donc aux décisions, et aux bénéfices.

A La Réunion, c'est une filiale de Tereos, Tereos

Mais à La Réunion à la différence de la France, les fournisseurs de Tereos ne sont pas associés aux décisions et ne tirent aucun bénéfice de la hausse des profits de l'industriel permise par l'amélioration du processus d'extraction du sucre de la canne, et de toutes les nouvelles valorisations. La formule de calcul fixant le prix de la canne à sucre date d'une époque où l'essentiel du sucre était exporté en vrac. Désormais, au moins la moitié de la production est écoulee sous forme de sucres spéciaux, bien plus chers que le sucre en vrac.

Dans cette situation de crise, il est essentiel que l'industriel Tereos fasse toute la transparence sur ses gains, car il n'est pas logique que cela soit uniquement les contribuables qui compensent la hausse du coût de production des planteurs.

Cette transparence pourrait s'accompagner de la transformation de Tereos Océan Indien en une coopérative comme Tereos France, avec à l'intérieur les 2000 planteurs de La Réunion qui ont un pouvoir de décision sur la stratégie. Ainsi la transparence sera faite, chacun aura le même niveau d'information et la contribution de l'industriel au prix de la canne ne pourra qu'augmenter.

Ceci sera une avancée importante pour les planteurs, car leur revenu pourra ainsi augmenter lui aussi.

M.M.

Oté

Kan in kréol jényal i apèl Christian Fontaine i ésplik kossa i lé « son zistoir Tikok » : morso niméro inn

Zistoir Tikok sé in bann ti kozman moin l'avé fé pou pas dan in zournal téi apèl : « Témoignages Chrétien », na détroi zan dsa. Dizon moin la kontinyé, pars po komansé, sé Danyèl Waro la komanssé.

Konm tout lé sominn, té falé in nafèr pou di, moin té anvoye konm l'arivé. Défoi té sort ti zistoir po fé ri, i roprézant in pé in nti marmay dann son vi pti plantèr-la dan son nti lantouraz li koné rienk kann, zèrnyom épi lo zé ; zoué bité, zoué kanet, tousala. Epi li artonm dan lékol, in gran lékol, tou zafèr ladministrasion i ansèrv in ta gran mo, in ta sési, in ta séla, : li lé in pé pèrdi. Alor, ou rakont sa, i artonm konm in n'afèr i fé ri,, konm zédmo, malantandi, tousa... Ou bien ou i rakont in Tikok i sar dan in biro, banna i koz gro fransé, ali li konpran pa : la osi i artonm parèy. Si in sans, i fé ri in nti pé soman lo fon minm, kan ou rogard, dizon sé inn ti séri zistoir, ki artonm konm in pti « listoir » si ou i vé konm Larénion néna zistoir : zistoir Tizan, zistoir Grandiab, lézann madam Débasin i ropoz dsi listoir madam Débasin. La ossi dann Tikok, sé in séri ti zistoir, mé dann tousa na konm in gatif i anmar tousa ansanm i fé konm in « listoir Tikok »

Listoir Tikok : la vi in nti marmay i avans dousman dan la vi i dékouv la vi granmoun, la vi osi ozalantour konm la vi la vil, la vi lékol. Ladan, li réazi konm li lé, sétadir in zanfàn ti plantèr i koné la mizèr i ral lo diab par la ké tousa. Li ossi, dan son nti tète, li kalkil, li mazine koman li pé fé kéksoz pou sanz la sityassion. Son kèr i fémal oir tout son bann kamarad dan la sloufrans, dan la doulèr, alor k'in ta dmoune i koné pi kossa i fo fé avèk larzan. Tèt pa larzan i fé lo bonèr, si ou i vé, bé la bézoin in nti pé, épi li rod d'ot soz pou k'demoun i viv myé ksa.

Promyé morso lé fini sé in kozman Christian fontaine i di, dann son rol Manièl Robninet dsi radio pikan (lémission kriké kabaré)

Justin